



LES BALANCES DES PAIEMENTS 2021 DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

(SYNTHÈSE)

Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »).

Principaux postes de la balance des paiements (soldes)	Montants en milliards de F CFP					
	Nouvelle-Calédonie			Polynésie française		
	2019 (r)	2020 (r)	2021 (p)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (p)
Compte des transactions courantes (I)	-82,4	-33,0	-34,8	-17,0	-15,2	9,4
dont : - Biens	-131,9	-88,9	-95,7	-198,6	-160,0	-176,4
- Services	-57,0	-55,3	-62,6	54,5	10,8	9,5
- dont voyages	-4,8	-4,8	-3,3	50,7	15,6	19,3
- dont transports	-28,3	-27,0	-34,4	1,4	-8,1	-12,0
- Revenus primaires	38,4	40,4	38,2	61,5	61,5	64,9
- Revenus secondaires	68,1	70,8	85,3	65,5	72,5	111,3
Compte de capital (II)	-0,1	-0,5	-0,5	0,0	0,0	-0,3
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-82,5	-33,5	-35,3	-17,0	-15,2	9,1
Compte financier	-73,1	-26,4	-43,3	3,4	12,7	18,3
dont : - Investissements directs (IV)	-69,0	-54,1	-77,0	0,9	1,3	3,9
- Investissements de portefeuille (V)	3,9	4,4	3,1	0,6	2,5	2,0
- Autres investissements	-8,0	23,4	30,7	1,9	8,8	12,4
Erreurs et omissions	9,4	7,1	-8,0	20,4	27,9	9,2
<i>Pour mémoire PIB</i>	<i>1006,0</i>	<i>988,0</i>	<i>1016,0</i>	<i>639,7</i>	<i>597,8</i>	<i>610,8</i>

(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

Les économies de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, et donc de fait, leurs balances des paiements, sont impactées depuis 2020 par la crise sanitaire. En 2021, la Polynésie française entame un redémarrage notamment dans le secteur touristique, mais la Nouvelle-Calédonie ne connaît pas le même rebond post-pandémique. Hors éléments exceptionnels en Polynésie¹, le solde des transactions courantes s'est dégradé pour les deux territoires. Cette évolution est principalement liée à la reprise des échanges internationaux. Les importations de biens augmentent de 5,5 % en Nouvelle-Calédonie et de 12,1 % en Polynésie française. Les exportations augmentent quant à elles de, respectivement, +3,1 % et +41,6 %. Le déficit de la balance calédonienne des services se creuse, en partie en raison d'une nouvelle chute de la fréquentation touristique après celle de 2020. En Polynésie, l'excédent sur les services s'estompe légèrement en raison des transports maritimes et malgré une hausse de 10 % des recettes touristiques. Enfin, la Nouvelle-Calédonie enregistre des entrées nettes sur son compte financier à hauteur de 43,3 mds F CFP, notamment en raison d'une hausse des investissements directs entrants. En Polynésie française, le compte financier affiche, à l'inverse, une hausse des avoirs nets de 18,3 mds F CFP portée par l'ensemble des catégories d'investissement.

¹ Gain Euromillions de 26,253 milliards de F CFP remporté par un particulier polynésien en 2021.

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie

L'année 2021 est une seconde année de crise sanitaire pour la Nouvelle-Calédonie : les frontières y sont restées fermées sur la quasi-totalité de l'année et le pays ne connaît pas le rebond post-pandémique observé en France hexagonale ou dans le monde. La balance des paiements témoigne donc d'une économie fragilisée par la pandémie, une succession d'épisodes météorologiques exceptionnels et l'incertitude avant le 3^e référendum d'autodétermination.

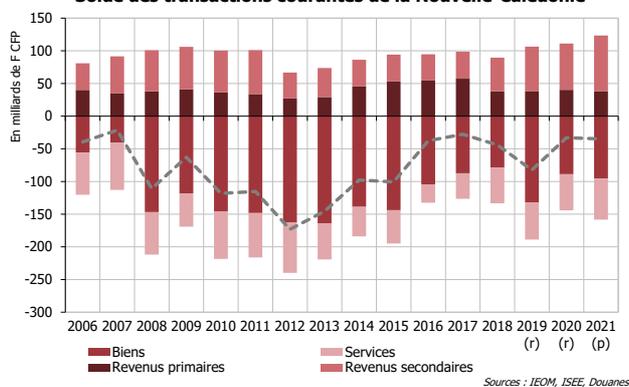
En 2021, le déficit du compte de transactions courantes se creuse légèrement pour s'établir à -34,8 mds F CFP contre -33 mds F CFP en 2020. Cette dégradation s'explique par la reprise des échanges commerciaux, soit la mécanique inverse de celle observée lors de la première année de crise sanitaire (baisse des importations nettement plus importante que la baisse des exportations). Concernant les biens, la hausse des importations (+4,6 %) est en effet plus importante que celle des exportations (+3,1 %), entraînant ainsi une dégradation du déficit de la balance commerciale.

Les échanges de services affichent un déficit de -62,6 mds F CFP (contre -55,3 mds F CFP en 2020). Trois facteurs permettent d'expliquer cette dégradation du solde des services en 2021. Les frontières calédoniennes sont fermées durant onze mois, entraînant une chute du nombre de touristes et de croisiéristes (12 446 contre 79 014 en 2020 et 474 637 en 2019). Le déficit des services de transport se creuse nettement en raison de la hausse du commerce extérieur et du coût du fret. Enfin, on observe également une dégradation du solde des services de communication (-2,9 mds F CFP contre -0,5 mds F CFP en 2020) en raison de l'installation du second câble sous-marin reliant la Nouvelle-Calédonie à Fidji.

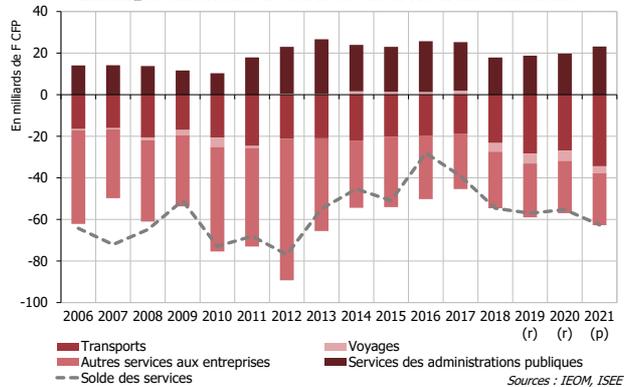
En 2021, le compte financier enregistre des entrées nettes de 43,3 mds F CFP contre 26,4 mds F CFP en 2020. Les investissements directs étrangers se soldent par des entrées nettes de capitaux en Nouvelle-Calédonie de l'ordre de 77 mds F CFP, soit 22,9 mds F CFP de plus qu'en 2020. Cette évolution est principalement liée à la hausse des investissements entrants sur le territoire, qui correspondent aux opérations financières entre maisons-mères et filiales principalement dans le secteur métallurgique. À l'inverse, les investissements directs sortants, en majorité constitués d'investissements immobiliers à l'étranger, diminuent en 2021 (-2,7 mds F CFP au total par rapport à 2020). Les investissements de portefeuille, qui recensent les placements des résidents dans des titres émis hors de la place, se traduisent par des sorties nettes de capitaux de 3,1 mds F CFP (contre 4,4 mds F CFP en 2020).

Les autres investissements retracent les opérations de dépôts et de crédits vis-à-vis de l'extérieur de la part du système bancaire, des administrations publiques et des « autres secteurs » (entreprises et ménages). Ils affichent des sorties nettes de 30,7 mds F CFP en 2021 contre 23,4 mds F CFP en 2020. Les entreprises accroissent fortement leurs engagements vis-à-vis de l'étranger puisque ceux-ci atteignent 55,4 mds F CFP soit 54,1 mds de plus qu'en 2020. Cette évolution s'explique notamment par le prêt de l'État accordé au moment de la cession de Vale NC. La position extérieure nette du secteur bancaire reste déficitaire, bien qu'en légère amélioration (-145,2 mds F CFP en 2021 contre -149,7 mds F CFP en 2020). Enfin, les engagements des administrations publiques retrouvent leur niveau de 2019 (6,3 mds F CFP) après la forte hausse de 2020, qui était liée au décaissement de la majeure partie du prêt AFD garanti par l'État en faveur de la Nouvelle-Calédonie.

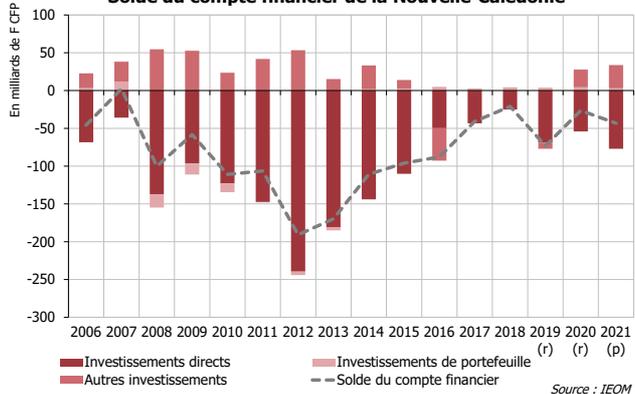
Solde des transactions courantes de la Nouvelle-Calédonie



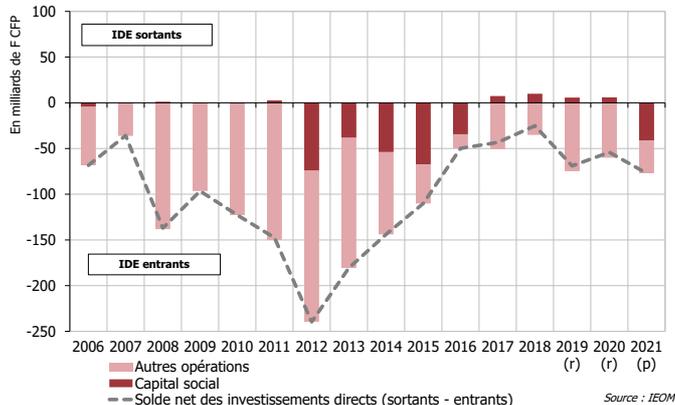
Échanges extérieurs de services de la Nouvelle-Calédonie



Solde du compte financier de la Nouvelle-Calédonie



Investissements directs en Nouvelle-Calédonie



(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

La balance des paiements de la Polynésie française

L'économie polynésienne est fortement impactée par la crise sanitaire depuis 2020. L'année 2021 amorce toutefois la reprise des échanges internationaux et de l'activité dans le secteur touristique.

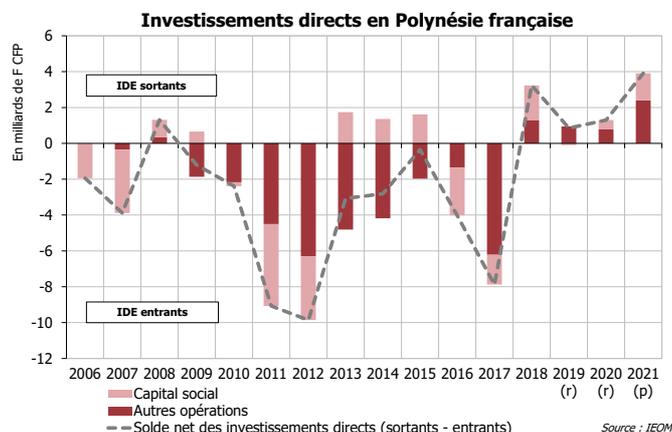
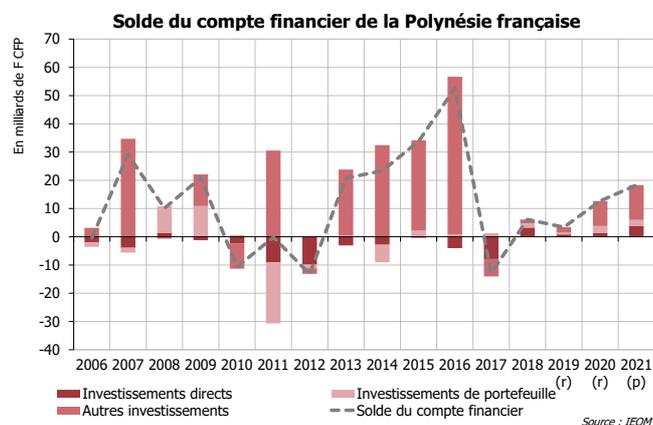
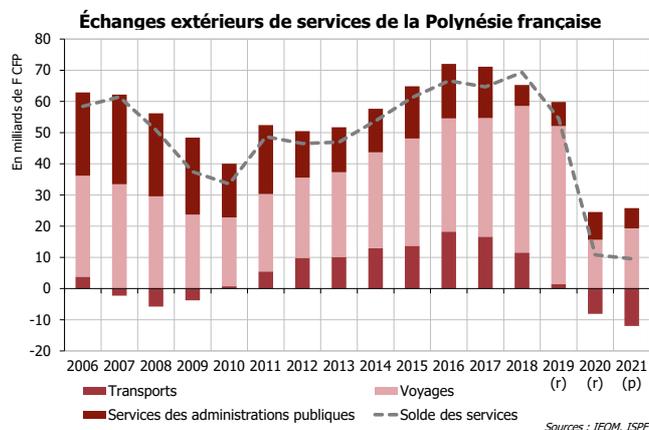
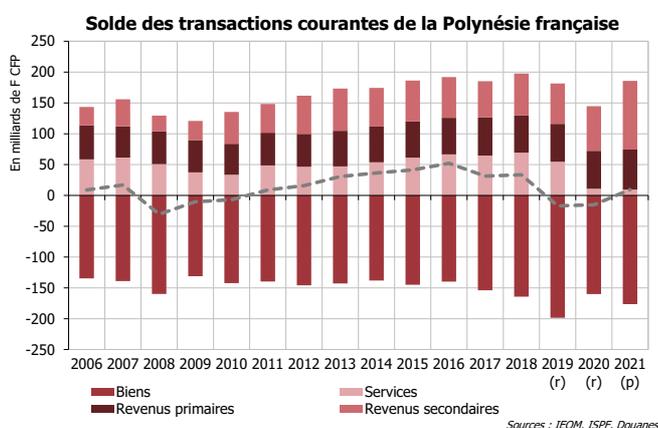
Le compte de transactions courantes est exceptionnellement excédentaire en 2021, en raison d'un gain Euromillions de 26,2 mds F CFP remporté par un particulier polynésien et qui affecte la balance des revenus. Sans cet élément exceptionnel, le compte de transactions courantes resterait déficitaire pour la troisième année consécutive (-17,7 mds F CFP en 2021 contre -15,2 mds F CFP en 2020).

La balance commerciale polynésienne est en effet structurellement déficitaire et son solde s'élève, en 2021, à -176,4 mds F CFP (contre -160 mds F CFP en 2020). Son déficit s'accroît donc, en dépit d'une augmentation des exportations (+42 %) plus importante que celle des importations (+12 %). La hausse des importations est tirée par les produits pétroliers avec une augmentation de 53 % en volume et 105 % en valeur. Du côté des exportations, les ventes de perles brutes et les exportations de poissons retrouvent presque leur niveau pré-crise.

L'excédent des échanges de services diminue de nouveau en 2021 et s'élève à 9,5 mds F CFP (contre 10,8 mds F CFP en 2020 et 54,5 mds F CFP en 2019). Cette contraction est principalement liée à la chute des recettes issues du tourisme depuis le début de la crise sanitaire. En 2021, la fréquentation touristique progresse de 7 % avec 82 500 touristes et des recettes de 26,1 mds F CFP. Ce niveau est encore bien inférieur à celui d'avant la pandémie puisqu'on dénombrait en 2019, 236 600 touristes pour des recettes de 70,6 mds F CFP. La balance des services de transport se dégrade également avec un déficit de -12 mds F CFP en 2021 (contre -8,1 mds F CFP en 2020), notamment en raison des transports maritimes, en lien avec la hausse des importations et du coût du fret.

Le compte financier de la Polynésie française présente une hausse des avoirs nets de 18,3 mds F CFP, portée par l'ensemble des catégories d'investissement et supérieure à l'année passée (12,7 mds F CFP en 2020). Les investissements directs à l'étranger se soldent par des sorties nettes de 3,9 mds F CFP soit 2,6 mds F CFP de plus qu'en 2020. Cette évolution est le résultat d'une hausse des investissements des Polynésiens à l'étranger, notamment pour des achats immobiliers, et un désengagement des non-résidents en Polynésie française. Les investissements de portefeuille se traduisent également par des sorties nettes de 2,0 mds F CFP, provenant principalement du remboursement du premier emprunt obligataire émis par le Pays en mai 2014.

Enfin, les autres investissements donnent lieu à une hausse des avoirs nets de 12,4 mds F CFP. Les banques polynésiennes continuent de placer une partie de leurs liquidités excédentaires à l'étranger, notamment sur la place calédonienne, en déficit structurel de liquidités. La position extérieure nette bancaire se renforce ainsi de 10,1 mds F CFP. Du côté des administrations publiques, les engagements continuent de s'accroître, notamment en raison du prêt de 28,6 mds F CFP consenti au Pays par l'AFD et décaissé en deux temps en 2020 et 2021.



(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

Quelques éléments méthodologiques

Les biens : des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie/Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens/polynésiens à l'extérieur de la collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transports liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports.

Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide des enquêtes tourisme de l'ISEE et de l'ISPF.

Les revenus primaires

Les revenus sont partagés entre rémunérations des salariés et revenus des investissements :

- les rémunérations des salariés comprennent les salaires et traitements versés par des employeurs non-résidents à leurs salariés résidents (y compris les rémunérations versées par l'État métropolitain à ses agents) et inversement ;
- les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements).

Les revenus secondaires

Les revenus secondaires (ou transferts courants selon la terminologie du BPM5) comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques hexagonales. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissements et les dotations aux collectivités locales ; et côté débits, les recettes perçues, telles que les cotisations sociales et les impôts.

Les investissements directs (ou ID)

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les ID comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'ID. Par ailleurs, les bénéfices réinvestis ne sont pas pris en compte.

Les autres investissements

Ce poste englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Il se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur, puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et emprunts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des créances et engagements :

- les avoirs de l'IEOM retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France hexagonale qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM ;
- les engagements des administrations publiques renseignent sur l'augmentation ou la diminution des emprunts contractés par les administrations publiques résidentes à l'extérieur de la collectivité (généralement auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations) ;
- les avoirs et engagements du secteur bancaire permettent d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur ;
- les avoirs et engagements des « autres secteurs », soit des entreprises et des ménages ;
- les avoirs de réserve : l'IEOM ne détient ni stock d'or ni avoirs en Droits de tirage spéciaux (DTS), et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international. Le poste « avoirs de réserve » n'apparaît donc pas dans la balance des paiements des collectivités d'outre-mer.

Les normes méthodologiques internationales

Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées, depuis trois ans, selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »).

La méthodologie BPM6, qui vise notamment à une meilleure articulation avec la comptabilité nationale et la position extérieure, se traduit par un niveau de détail plus grand, non disponible dans le système actuel de collecte des collectivités françaises du Pacifique. Toutefois, par rapport aux éditions précédentes, un certain nombre de reclassements a été effectué entre biens et services (négoce international, travail à façon...). Par ailleurs, la présentation du compte financier s'effectue dans le BPM6 avec des conventions de signes différentes de celles de la cinquième édition du Manuel :

- dans la présentation BPM5, un flux net négatif correspondait à une augmentation des créances sur l'extérieur ou à une diminution des engagements vis-à-vis de l'extérieur (exemple : un investissement direct effectué à l'extérieur ou une liquidation d'un investissement étranger dans le territoire), puisqu'elle traduit une « sortie » de capitaux vers l'extérieur ;
- dans la présentation BPM6, le signe « + » retrace désormais les hausses des créances et des engagements et le signe « - » les baisses.

Le tableau ci-dessous montre l'impact du reclassement du négoce international et du travail à façon dans le compte de transactions courantes et du changement de conventions de signes dans le compte financier.

Principaux postes de la balance des paiements en 2020 (soldes)	Montants en milliards de F CFP			
	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	BPM5	BPM6	BPM5	BPM6
Compte des transactions courantes	-34,8	-34,8	9,4	9,4
- Biens	-94,5	-95,7	-176,4	-181,4
- Services	-63,8	-62,6	9,5	14,5
- Revenus (BPM5) / Revenus primaires (BPM6)	38,2	38,2	64,9	64,9
- Transferts courants (BPM5) / Revenus secondaires (BPM6)	85,3	85,3	111,3	111,3
Compte de capital	-0,5	-0,5	-0,3	-0,3
Compte financier	43,3	-43,3	-18,3	18,3
Investissements directs	77,0	-77,0	-3,9	3,9
- Investissements directs sortants	-5,7	5,7	0,3	-0,3
Capital social	-5,7	5,7	-0,8	0,8
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)*	-0,1	0,1	1,1	-1,1
- Investissements directs entrants	59,9	59,9	-1,6	-1,6
Capital social	-0,3	-0,3	0,3	0,3
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)*	60,1	60,1	-1,9	-1,9
Investissements de portefeuille	-3,1	3,1	-2,5	2,5
Avoirs	-4,4	4,4	-2,5	2,5
Engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-30,7	30,7	-8,8	8,8
Avoirs	6,5	-6,5	-11,6	11,6
Engagements	-29,8	-29,8	2,8	2,8
Erreurs et omissions	-8,0	-8,0	9,2	9,2

* La collecte, telle qu'elle est effectuée aujourd'hui, ne nous permet pas de distinguer les crédits commerciaux entre affiliés de ceux entre non affiliés. Les chiffres sont donc identiques à ceux diffusés sous convention BPM5.

Sources : IEOM, ISEE, ISPF, Douanes

- Le rapport sur la [Balance des paiements 2021 de la Nouvelle-Calédonie](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.
- Le rapport sur la [Balance des paiements 2021 de la Polynésie française](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.